

ÉTUDES AFRICAINES COMPARÉES

n° 5, mai 2017

Côte d'Ivoire : Du « scénario du triomphe
de l'éléphant » à une crise sociale
de la reconstruction post-conflit ?

par Ousmane ZINA

Ousmane Zina

Côte d'Ivoire : Du « scénario du triomphe de l'éléphant » à une crise sociale de la reconstruction post-conflit ?

Deux faits majeurs en 2014 et 2016 ont obligé le président Ouattara à renouveler son pacte de confiance avec les populations. Le premier qui a eu lieu en novembre 2014 est relatif à la « grogne des casernes »¹. Plusieurs soldats des villes d'Abidjan, de Bouaké et de Korhogo ont revendiqué bruyamment (barricades et tirs en l'air) des arriérés de solde de paiement de baux administratifs² et la promotion de grade. Cette situation concernait 8 400 ex-rebelles recrutés sur la base de l'accord politique de Ouagadougou de 2007 et 476 ex-Forces de défense et de sécurité (FDS) de l'ancien président Laurent Gbagbo³. Le président a reçu au palais les militaires en colère, ordonné l'exécution du premier versement des arriérés de solde et proposé les autres versements sur les cinq mois à venir. En accédant rapidement à ces requêtes des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), Ouattara renouvelait sa confiance à l'endroit des militaires et ne prenait ainsi pas le risque de mettre en danger une réforme du secteur de la sécurité non encore affinée. En outre, la cohésion de l'armée devait être maintenue à la suite d'attaques sporadiques que le pays connaissait depuis 2012 à Abidjan et dans l'ouest du pays. Le second fait porte sur la grogne sociale généralisée qui a pris forme durant le premier semestre 2016. Plusieurs mouvements sociaux se sont dressés contre la vie chère et des réformes jugées impopulaires, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des transports et de la consommation. L'augmentation du coût de l'électricité était l'élément déclencheur de cette large mobilisation sociale sans précédent depuis l'arrivée d'Alassane Ouattara au pouvoir.

Ces deux événements interrogent à la fois les dimensions sécuritaire et économique de ce processus de reconstruction libérale en cours en Côte d'Ivoire. Depuis la fin de la crise post-électorale de 2010-

¹ Francis Akindès et Ousmane Zina, « Côte d'Ivoire : entre reconstruction, calcul politique et recherche d'inclusion » in Ndongo Sylla (dir.), *Développements politiques récents en Afrique de l'Ouest*, Dakar, Plumes, 2015, p. 243.

² Il s'agit d'arriérés de paiement par l'Etat de location de logements particuliers mis à la disposition de certains militaires en vue de pallier l'insuffisance d'infrastructures devant accueillir les Forces de défense et de sécurité (FDS).

³ Francis Akindès et Ousmane Zina, *op.cit.*, p. 243.

2011 qui a fait près de 3 000 morts⁴, le pays est en train de forger sa transition vers la paix⁵. S'appuyant sur le paradigme libéral de reconstruction post-conflit⁶, il a mis sur pied en 2012 son plan national de développement (PND) en tant que matrice d'action de la politique gouvernementale du moment post-crise. Ce plan s'est doté d'une orientation stratégique dite du « scénario du triomphe de l'éléphant »⁷ qui prévoit une croissance économique vigoureuse, soutenue et inclusive afin de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020. Si ce programme a réussi à relancer l'économie et à doper la croissance, qui atteint plus de 8 % depuis 2012, il reste qu'il pêche sur la question de l'inclusion économique et de la redistribution des fruits de la croissance économique. Cette situation indique pour notre part une crise sociale de la reconstruction post-conflit en Côte d'Ivoire. Comment expliquer cet état de fait ? Pour répondre à cette interrogation, nous partirons du postulat suivant : la crise sociale de la reconstruction post-conflit en Côte d'Ivoire trouve ses racines dans la fabrication économique d'un Etat à la fois interventionniste, volontaire et libéral pour consolider la paix. Et cette rationalisation économique du retour de l'Etat oppose une croissance économique vigoureuse aux inégalités socio-économiques de plus en plus fortes dans le pays⁸.

Comment s'est construit le « scénario du triomphe de l'éléphant » ? Quels en sont les mécanismes économiques, politiques et sociaux ? En quoi est-il producteur d'inégalités socio-économiques depuis 2012 ? Dans le cadre de cet article, nous nous intéresserons aux tensions entre l'Etat planificateur et les populations autour de la relance économique. Il s'agira alors d'interroger l'émergence en tant qu'« objet mouvant et polymorphe »⁹ et en tant que gouvernementalité du « post-conflit ». Autrement dit, en considérant le post-conflit comme un « champ de possibilités »¹⁰, nous analyserons les relations de pouvoir qui structurent la reconstruction de l'Etat ivoirien. Notre travail emboîtera le pas aux réflexions sur la macroéconomie « par le bas » qui entendent « aborder la macroéconomie par les pratiques, par les processus de formation au quotidien, par les acteurs, quelle que soit leur position au sein de la hiérarchie sociale »¹¹.

⁴ *Ibid.*

⁵ Kora Andrieu, *La justice transitionnelle. De l'Afrique du Sud au Rwanda*, Paris, Gallimard, 2012.

⁶ Charles-Philippe David, *La guerre et la paix. Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

⁷ Ministère du Plan et du Développement (Côte d'Ivoire), *Plan National de Développement 2012-2015, t. 1 : Résumé analytique*, p. 11-5, <http://gcpnd.gouv.ci>.

⁸ Alain Piveteau et Eric Rougier, « Introduction. Emergences capitalistes » in Alain Piveteau, Eric Rougier et Dalila Nicet-Chenaf (dir.), *Emergences capitalistes aux Suds*, Paris, Karthala, 2013, p. 11.

⁹ Philippe Hugon, « L'« émergence » de nouvelles relations au Sud » in Alain Piveteau, Eric Rougier et Dalila Nicet-Chenaf (dir.), *op.cit.*, p. 334.

¹⁰ Jean-François Bayart, « L'afropessimisme par le bas. Réponse à A. Mbembe, J. Copans et quelques autres », *Politique africaine*, n° 40, 1990, p. 105.

¹¹ Béatrice Hibou et Boris Samuel, « Introduction au thème. Macroéconomie et politique en Afrique », *Politique africaine*, n° 124, décembre 2011, p. 5-27.

Le retour de l'éléphant ou la fabrication d'un rapide triomphe : ingénieries macroéconomiques et pratiques socio-politiques de la croissance économique

Depuis la fin de la crise post-électorale de 2010-2011, la Côte d'Ivoire se présente comme un cas d'école dans la consolidation de la paix en Afrique subsaharienne. D'une croissance de - 4 % en 2011, elle fait un bond extraordinaire avec un produit intérieur brut (PIB) d'environ 10 % en 2016 et se positionne comme l'une des économies les plus dynamiques du continent¹² en un temps record. La Banque mondiale prévoit d'ailleurs la continuité d'une telle performance sur les prochaines années¹³. Rien n'est moins sûr, mais, sur une telle lancée, le pays déjoue certaines réflexions économiques utilitaristes qui prévoient à 44 % le risque de reprise d'un conflit armé, cinq ans après la fin des hostilités¹⁴. Forte de ses performances économiques, la Côte d'Ivoire veut voir réaliser son rêve d'émergence économique à l'horizon 2020, et travaille à gommer cette image de pays divisé et violent. Elle se réjouit clairement de ce « triomphe économique » en multipliant des signes et annonces¹⁵ qui permettent de croire à un prochain « miracle ivoirien ». Ce n'est pas un hasard. La relance de l'économie ivoirienne, après une profonde léthargie durant plus d'une décennie de crise militaro-politique, découle d'une part, d'une manipulation savante de recettes macroéconomiques concoctées par le pouvoir en place avec l'appui des institutions financières internationales¹⁶ et d'autre part, de pratiques sociales et politiques qui structurent la croissance économique ivoirienne¹⁷ dans la longue durée. La symbolique de l'éléphant utilisée dans la formulation du PND constitue le trait d'union entre une ingénierie économique de la croissance tissée « en haut » et une macroéconomie des modes populaires d'action politique, économique et socio-culturelle¹⁸. Par ailleurs, si cette logique de relance ressemble à un bricolage macroéconomique, elle est loin d'être une improvisation¹⁹, d'autant plus qu'Alassane Ouattara, ex-directeur adjoint du Fonds monétaire international (FMI), caresse depuis plus de vingt ans le rêve de diriger la Côte d'Ivoire et d'y apporter sa touche de technocrate chevronné et reconnu.

¹² Banque mondiale, « La course vers l'émergence. Pourquoi la Côte d'Ivoire doit ajuster son système financier », *Situation économique en Côte d'Ivoire*, juillet 2016.

¹³ Banque mondiale, « La force de l'éléphant : pour que sa croissance génère plus d'emplois de qualité », *Situation économique en Côte d'Ivoire*, décembre 2015.

¹⁴ Paul Collier et coll., *Breaking The Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, Oxford University Press, 2003.

¹⁵ Par exemple, en 2015, le pays a organisé une conférence internationale sur l'émergence en Afrique. En mars 2017, la deuxième édition de cette conférence a eu lieu à Abidjan. Ces initiatives contribuent à forger le modèle ivoirien d'émergence et à présenter le pays comme un exemple de développement économique sur le continent.

¹⁶ Morten Jerven, Béatrice Hibou et Boris Samuel, « Un demi-siècle de fictions de croissance en Afrique », *Politique africaine*, n° 124, décembre 2011, p. 29-42.

¹⁷ Dodji Amouzouvi, « Pratiques sociales et ethniques de la croissance. Une étude de cas au Bénin et au Ghana » in Siméon K. Koffi et coll. (dir.), *Croissance et développement en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, 2015, p. 155-171.

¹⁸ Jean-François Bayart, « Le politique par le bas en Afrique noire », *Politique africaine*, n° 1, mars 1981, p. 53-82. Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2008.

¹⁹ Kako Nubukpo, *L'improvisation économique en Afrique de l'Ouest. Du coton au franc CFA*, Paris, Karthala, 2011.

La crise post-électorale de 2010-2011 : la rupture idéale en contexte d'afro-optimisme économique

Le fait de mettre fin à la crise post-électorale par la force armée a-t-il permis de juguler un conflit long de vingt ans, de rompre avec la situation de « ni guerre ni paix » de 2002-2010²⁰, et de relancer véritablement l'économie ivoirienne ? Il est tentant de répondre par l'affirmative. Des accords politiques²¹ ont jalonné cette crise sans réussir une paix négociée, et l'entêtement de Laurent Gbagbo à s'accrocher au pouvoir en dépit de sa défaite aux élections présidentielles de 2010 a abouti à l'imposition de la paix par la force²². D'un point de vue économique, cette paix armée constituait une opportunité de reconstruction des infrastructures économiques du pays qui avaient souffert de deux décennies de crise politico-militaire violente. Et dans l'esprit d'Alassane Ouattara, retransché avec son équipe à l'Hôtel du Golf durant la crise post-électorale et sous surveillance onusienne, cela ne faisait l'ombre d'aucun doute. Car, c'est de là et avant même la fin des violences post-électorales qu'il mit en place le Programme présidentiel d'urgence (PPU)²³ en tant qu'outil de gestion de la transition humanitaire ivoirienne²⁴. Chargé de gérer la situation humanitaire de la Côte d'Ivoire, qui était quasi exclusivement du ressort des organisations non gouvernementales (ONG) depuis la partition du pays en 2002, ce programme visait le retour de l'Etat en alliant les logiques de l'urgence et du développement. Le PPU constituait l'un des signes annonciateurs du « scénario du triomphe de l'éléphant ». En effet, en exerçant son autonomie sur la question de l'urgence²⁵, la Côte d'Ivoire voulait casser l'étiquette d'« Etat fragile »²⁶ et relancer son économie qui, à notre sens, a connu deux grands déclassements depuis la mort du père de la nation, Félix Houphouët-Boigny et dont l'exposé mérite d'être fait ici. Ce qui nous permettra de cerner les trajectoires historiques de l'économie en Côte d'Ivoire en lien avec les crises politiques successives. Chose qui fonde par ailleurs la « rupture » voulue par Alassane Ouattara dans l'optique de repositionner le pays dans l'économie-monde à un moment où les perspectives économiques internationales présentent l'Afrique comme le nouveau pôle de la croissance mondiale²⁷.

²⁰ François Gaulme, « La Côte d'Ivoire entre guerre et paix », *Etudes*, t. 407, 2007, p. 9-19.

²¹ De 2000 à 2007, la Côte d'Ivoire a connu plusieurs négociations de paix sans toutefois réussir à recouvrer la paix. Il s'agit du Forum de réconciliation nationale de 2001, de l'Accord de Lomé de 2002, de l'Accord d'Accra I de 2002, des Accords de Linas-Marcoussis de 2003, des Accords d'Accra II de 2003 et d'Accra III de 2004, de l'Accord de Pretoria de 2005 et enfin de l'Accord politique de Ouagadougou de 2007.

²² Deux faits importants ont accéléré l'imposition de la paix par la force. Primo, Ouattara, retransché à l'Hôtel du Golf, créait par ordonnance du 17 mars 2011 les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) composées des Forces nouvelles et des Forces de défense et de sécurité (FDS) qui avaient décidé de le soutenir. Secundo, le Conseil de sécurité de l'ONU votait la résolution 1975 qui donnait l'autorisation aux forces onusiennes et françaises Licorne de neutraliser les armes lourdes de Laurent Gbagbo.

²³ Voir le site de la présidence de la République, <http://www.presidence.ci/presentation/6/ppu>. Notons que le PPU a pris fin au début de l'année 2016.

²⁴ Jean-François Mattei, *L'humanitaire à l'épreuve de l'éthique*, Paris, Editions Les Liens Qui Libèrent, 2014.

²⁵ Ousmane Zina, « L'autonomie dans la transition humanitaire ivoirienne » in Thomas Fouquet et coll. (dir.), *Transition humanitaire et réflexions éthiques en Côte d'Ivoire. Quels regards, quelles perspectives ?*, Paris, Karthala/Fonds Croix-Française, coll. Humanitaire en devenir, à paraître, 2017.

²⁶ Olivier Nay, « La théorie des "Etats fragiles" : un nouveau développementisme politique ? », *Gouvernement et action publique*, n° 1, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 139-151.

²⁷ Olivier Vallée, « L'économie africain saisi par la finance », *Politique africaine*, n° 124, 2011, p. 67-86.

Moteur de la croissance économique de l’Afrique de l’Ouest au cours des années 1970 et 1980 (temps du miracle ivoirien)²⁸ et poumon économique de l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) dont elle représente 40 %²⁹ du PIB à ce jour, la Côte d’Ivoire est un pays majeur dans le développement économique de cette région du continent. A partir du décès d’Houphouët-Boigny, l’économie du pays connaît deux moments de fort ralentissement économique en lien avec la violence politique³⁰. Le premier va de l’arrivée au pouvoir d’Henri Konan Bédié en 1993 au coup d’Etat de 1999, et le second commence avec l’arrivée au pouvoir de Laurent Gbagbo en 2000 et prend fin avec la crise post-électorale de 2010-2011.

Concernant la première période, la dégradation de l’économie s’est faite dans un contexte de brutalisation progressive du champ politique ivoirien³¹. Le « dialogue à l’ivoirienne » a disparu des pratiques sociales et politiques pour faire place à la violence policière et protestataire³². Au sommet de l’Etat, Bédié a hérité, à la mort du premier président, d’une économie en crise qui subissait encore les plans d’ajustement structurel des institutions financières internationales³³. Le taux de pauvreté était passé de 10 % en 1985 à 35 % en 1993³⁴. La reprise de la croissance en 1995³⁵ après la dévaluation du franc CFA en 1994 n’aura suffi à freiner la crise. Car « la hausse généralisée des prix qui a suivi la dévaluation a contribué à dégrader les conditions de vie des ménages »³⁶. Pour faire face à cette crise, le président Bédié mit sur pied un plan de relance macroéconomique appelé les « 12 chantiers de l’éléphant d’Afrique » qui devait attirer sur la Côte d’Ivoire une « saison de pluie de milliards »³⁷ à même de résorber le chômage grandissant et de rehausser le pouvoir d’achat des Ivoiriens. Ce plan, forgé dans un climat politique tendu, ne connut aucune réalisation. Bien au contraire, l’économie du pays était prise

²⁸ Banque mondiale, « Performances économiques ivoiriennes depuis la fin de la crise post-électorale », *Rapport sur la situation économique récente de la Côte d’Ivoire*, mars 2015, p. 25.

²⁹ Francis Akindès, « Introduction » in Francis Akindès (dir.), *Côte d’Ivoire : la réinvention de soi dans la violence*, Dakar, CODESRIA, p. 11.

³⁰ Il est vrai que le ralentissement économique de la Côte d’Ivoire a commencé au début des années 1980 avec la crise économique internationale fragilisant l’économie de plantation, moteur de la croissance. Comme beaucoup d’Etats africains, la Côte d’Ivoire a subi drastiquement les plans d’ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. Cette période, qui a vu la disparition de l’Etat-providence ivoirien et la montée de la pression sociale, politique et économique, est qualifiée dans la littérature sur la Côte d’Ivoire de « temps du mirage ». La période qui nous intéresse ici est celle qualifiée par la littérature de « crise ivoirienne » qui commence par une « guerre de succession » entre Alassane Ouattara, Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo après le décès de Félix Houphouët-Boigny. Ces acteurs recomposent le paysage politique, social et économique du pays.

³¹ Claudine Vidal, « La brutalisation du champ politique ivoirien, 1990-2003 », *Revue africaine de sociologie*, CODESRIA, 2003, 7(2), p. 45-57.

³² Francis Akindès, « La Côte d’Ivoire depuis 1993 : la réinvention risquée d’une nation » in Francis Akindès (dir.), *Côte d’Ivoire : la réinvention de soi dans la violence*, op.cit., p. 3-8.

³³ Francis Akindès, « Inégalités sociales et régulation politique en Côte d’Ivoire. La paupérisation de la Côte d’Ivoire est-elle irréversible ? », *Politique africaine*, n° 78, juin 2000, p. 128.129.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ Alassane Sogodogo, « Dévaluation, croissance et équilibres macro-économiques : le cas de la Côte d’Ivoire » in Bernard Contamin et Harris Memel-Foté (dir.), *Le modèle ivoirien en questions. Crises, ajustements, recompositions*, Paris, Karthala, 1997, p. 147.

³⁶ Francis Akindès, « Inégalités sociales et régulation politique en Côte d’Ivoire. La paupérisation de la Côte d’Ivoire est-elle irréversible ? », art. cité, p. 129.

³⁷ Expression utilisée à l’époque par les dirigeants pour rassurer les populations qui manifestaient de plus en plus leur mécontentement face à la crise. Voir <http://www.presidence.ci/presentation/5/historique-presidence>.

en otage par les luttes politiques pour la conquête du pouvoir, finalement cristallisées autour du concept d'*ivoirité*³⁸. Notion ethno-politique, l'*ivoirité* fut révélatrice de profondes « polarisations identitaires »³⁹ en Côte d'Ivoire et remettait en cause la diversité ivoirienne qui avait été au cœur de la stratégie libérale de développement du pays sous Houphouët-Boigny⁴⁰. En conséquence, le taux de pauvreté s'est retrouvé à 33,8 % en 1999⁴¹, année du coup d'Etat contre le pouvoir de Bédié.

La seconde période est celle des espoirs déçus. En effet, après le coup d'Etat de 1999 qui a mis fin au régime Bédié, la transition vers une « nouvelle Côte d'Ivoire » s'est faite dans un contexte de crispation politique forte, ponctuée de violences armées. L'arrivée au pouvoir de Laurent Gbagbo en octobre 2000 à la suite d'élections présidentielles tendues et meurtrières⁴² n'a pas favorisé la reprise économique de la Côte d'Ivoire. Des initiatives aux niveaux politique, social et économique ont été prises par le nouveau pouvoir en place, mais elles n'ont pas suffi à enclencher un redémarrage de l'économie :

« L'année 2002 devrait être celle de la normalisation avec un forum pour la réconciliation nationale finalement conclusif (retour des opposants), le retour des bailleurs de fonds (programme triennal avec le FMI), l'achèvement de la mise en place des institutions de la II^e République (élections départementales en juillet), la relance de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et la bonne tenue des cours du cacao. Malheureusement, même si l'impact macroéconomique de la crise apparaît limité sur le taux de croissance ivoirien, la Côte d'Ivoire enregistrait en 2002, sa troisième année consécutive de récession. »⁴³

Le 19 septembre 2002, l'entrée en scène de la rébellion des Forces Nouvelles et la partition du pays qui s'en est suivie n'ont pas arrangé les choses. De 2002 à 2010, le pays s'est engouffré dans une fastidieuse crise à rebondissements violents, empêchant ainsi le redécollage économique. Le taux de pauvreté est passé de 38,4 % en 2002 à 48,9 % en 2008⁴⁴. Au niveau de l'indice de développement humain (IDH), la Côte d'Ivoire connaissait une progression insignifiante en passant de 0,39 en 2002 à 0,40 en 2008⁴⁵ et se positionnait parmi les pays à faible développement humain dans le monde. Face à

³⁸ Francis Akindès, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA, 2004.

³⁹ *Ibid.*, p. 23.

⁴⁰ Le miracle ivoirien de la période 1960-1980, en plus d'être basé sur l'agriculture, reposait sur une gestion paternaliste et intelligente de la diversité ethno-linguistique du pays par Félix Houphouët-Boigny. Dans le fond, une telle vision permettait au président de non seulement compter sur une main d'œuvre étrangère venant de pays d'Afrique de l'Ouest, nécessaire à la production du café et du cacao, mais également de garantir une stabilité socio-politique utile au développement du pays. Il a su développer avec cette diversité une stratégie de cercle vertueux autour de l'économie.

⁴¹ FMI, « Côte d'Ivoire : stratégie de réduction de la pauvreté, rapport d'étape au titre de l'année 2009 », *Rapport du FMI n° 09/156*, <https://www.imf.org/external/french/pubs/ft/scr/2009/cr09156f.pdf>.

⁴² Laurent Gbagbo jugeait lui-même ces élections de « calamiteuses ». Voir Francis Akindès, « La Côte d'Ivoire depuis 1993 : la réinvention risquée d'une nation » in Francis Akindès (dir.), *Côte d'Ivoire : la réinvention de soi dans la violence*, *op.cit.*, p. 12.

⁴³ Equipe Jumbo, « La crise ivoirienne et son impact régional : regard sur l'actualité et scénarios pour l'avenir », *Afrique contemporaine*, 2003, p. 133-134.

⁴⁴ FMI, *op.cit.*, p. 6.

⁴⁵ Hélène Ehrhart, « Les enjeux de la nouvelle croissance ivoirienne », *Macroéconomie et Développement (MacroDev)*, Agence Française de Développement (AFD), n° 20, octobre 2015, p. 3.

cette déliquescence socio-économique et politique de l'Etat ivoirien, les élections présidentielles de 2010, dix ans après celles de 2000, étaient considérées comme le scrutin de sortie de crise, la « fin » d'une longue crise socio-politique. Le taux de participation de plus de 80 % jugeait de l'intérêt des populations pour ces élections qui devaient opérer la véritable transition depuis le décès d'Houphouët-Boigny. Car tous les acteurs majeurs de la scène politique (Bédié, Ouattara, Gbagbo) y participaient. Cependant, l'espoir a tourné au cauchemar lorsqu'au deuxième tour de ces élections, la revendication de la victoire par les camps opposés, le Rassemblement des Républicains (RDR) d'Alassane Ouattara soutenu par la coalition du Rassemblement des Houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP)⁴⁶ d'une part, et le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo d'autre part, a conduit à la création d'un monstre bicéphale au sommet de l'Etat : deux présidents investis différemment et deux gouvernements. Cette situation a finalement conduit à l'embrasement du pays avec au final en 2011, 3 000 morts, 240 000 déplacés internes selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) et 60 000 réfugiés au Libéria selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)⁴⁷.

C'est dans ce contexte qu'Alassane Ouattara élaborait son plan de reconstruction post-conflit de la Côte d'Ivoire avec en priorité le retour de l'Etat après dix ans de rébellion armée. Dès sa prise de pouvoir, il a opté pour une consolidation libérale du pays en remettant la planification du développement au cœur de l'Etat⁴⁸. S'il est vrai que le contexte local favorisait une telle démarche, il y a également lieu de reconnaître que la Côte d'Ivoire a su s'accommoder aux discours internationaux néolibéraux sur « l'Afrique émergente », « l'Afrique de la croissance » qui a résisté aux chocs externes de la crise économique internationale de 2008⁴⁹, appelant alors un retour de l'Etat planificateur, volontariste et interventionniste⁵⁰. Ainsi, contrairement aux processus de reconstruction post-conflit de la Sierra Léone (2002)⁵¹ et du Libéria (2004) par exemple, dirigés pour une large part par les institutions financières internationales et l'ONU à un moment où le concept de la fragilité⁵² orientait l'aide internationale, celui de la Côte d'Ivoire se fera dans un contexte de changement paradigmatique mettant en avant l'idée de

⁴⁶ Le RHDP, créé en 2005 pour faire barrage à la réélection de Laurent Gbagbo, est une coalition de 6 partis : le RDR, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), l'Union pour la paix en Côte d'Ivoire (UPCI) et le Mouvement des Forces d'Avenir (MFA).

⁴⁷ Ousmane Zina, « L'autonomie dans la transition humanitaire ivoirienne » in Thomas Fouquet et coll. (dir.), *Transition humanitaire et réflexions éthiques en Côte d'Ivoire. Quels regards, quelles perspectives ?*, op.cit.

⁴⁸ Ministère du Plan et du Développement (Côte d'Ivoire), *Plan National de Développement 2012-2015*, op.cit., p. 4.

⁴⁹ Olivier Vallée, art. cité.

⁵⁰ Boris Samuel, « Les anciennes et nouvelles figures de la planification en Afrique », Appel à contributions, *Politique africaine*, 2016, <http://polaf.hypotheses.org/1480>.

⁵¹ Jean-Marc Châtaigner, *L'ONU dans la crise en Sierra Léone. Les méandres d'une négociation*, Paris, Karthala, 2005.

⁵² Jean-Marc Châtaigner et Hervé Magro (dir.), *Etats et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007.

l'Etat comme acteur du développement⁵³ (Etat développeur) pour gonfler la croissance économique et atteindre l'« émergence »⁵⁴.

L'ingénierie économique de l'émergence : utilitarisme post-conflit et scénarisation macroéconomique

Alors que certains travaux ont éveillé l'attention sur les risques que présente une démarche de consolidation libérale de la paix – risques d'accroissement des inégalités socio-économiques, de fragilisation de la démocratie, et d'affaiblissement de l'appareil sécuritaire⁵⁵ –, la Côte d'Ivoire y adhère sans réserve. L'objectif est de redresser rapidement une économie affaiblie par des luttes politico-militaires et mettre fin à cette « crise de la croissance »⁵⁶ qui enrhumé l'économie de la zone UEMOA. L'ingénierie économique de relance de la croissance post-crise repose à la fois sur une adhésion pleine à un utilitarisme post-conflit et sur une scénarisation macroéconomique de l'émergence.

Utilitarisme post-conflit

Dans sa transition de la guerre vers la paix, la Côte d'Ivoire évolue depuis 2011 sur la base du paradigme transitionnel libéral⁵⁷. Celui-ci repose sur trois piliers que sont la transition sécuritaire, la transition économique et la transition socio-politique⁵⁸. Le premier pilier porte sur la mise en place d'un processus dit de « désarmement, démobilisation et réintégration » (DDR)⁵⁹ et d'une réforme du secteur de la sécurité⁶⁰ ; le deuxième concerne la relance de l'économie à travers notamment la reconstruction des infrastructures étatiques et l'amélioration du climat des affaires ;

le troisième pilier s'intéresse à l'ouverture du jeu démocratique et à la mise en place d'un processus de justice transitionnelle en vue de la réconciliation nationale⁶¹. La Côte d'Ivoire a réussi à s'appuyer sur ces piliers et semble loin désormais des grands épisodes de violences qu'elle a connus il y a cinq ans⁶².

⁵³ Fabienne Leloup, Jean Brot et Hubert Gérardin (dir.), *L'Etat, acteur du développement*, Paris, Karthala, 2012.

⁵⁴ Alain Piveteau et Eric Rougier, « Introduction. Emergences capitalistes » in Alain Piveteau, Eric Rougier et Dalila Nicet-Chenaf (dir.), *Emergences capitalistes aux Suds, op.cit.*, p. 8.

⁵⁵ Voir par exemple Roland Paris « Peacebuilding and The Limits of Liberal Internationalism », *International Security*, vol. 22, n° 2, p. 54-89. Charles-Philippe David, « Does Peacebuilding Build Peace? Liberal (Mis)steps in The Peace Process », *Security Dialogue*, vol. 30, n° 1, March 1999, p. 24-41.

⁵⁶ Kako Nubukpo, « La crise ivoirienne et l'avenir de l'intégration économique et monétaire ouest-africaine », *L'Economie politique*, 2011/3, n° 51, p. 97-112.

⁵⁷ Kora Andrieu, *op.cit.*

⁵⁸ Charles-Philippe David, *La guerre et la paix. Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie, op.cit.*

⁵⁹ Ce processus est dirigé en Côte d'Ivoire par l'Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration (ADDR).

⁶⁰ La réforme du secteur de la sécurité est dirigée en Côte d'Ivoire par le Conseil national de la sécurité (CNS).

⁶¹ Depuis 2011, plusieurs institutions de réconciliation nationale ont été créées : la Commission dialogue vérité et réconciliation (CDVR) en 2011 ; le Programme national de cohésion sociale (PNCS) en 2012 ; la Commission nationale pour la réconciliation et l'indemnisation des victimes (CONARIV) en 2015 ; la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels en 2015 ; et le ministère de la Solidarité, de la Réconciliation et de l'Indemnisation des victimes depuis 2016. Voir Ousmane Zina, « Economie politique de la justice transitionnelle en Côte d'Ivoire », *Annales africaines, Nouvelles Séries*, vol. 2, n° 5, décembre 2016, p. 197-228.

⁶² Francis Akindès et Ousmane Zina, « Côte d'Ivoire : entre reconstruction, calcul politique et recherche d'inclusion » in Ndong Sylla (dir.), *Développements politiques récents en Afrique de l'Ouest, op.cit.*

Dans le contexte ivoirien, la relance économique joue les premiers rôles et détermine l'évolution de la reconstruction sécuritaire et socio-politique. Le pays bénéficie du soutien financier des institutions financières internationales (Banque mondiale et FMI) pour la réalisation de son projet de relance économique. Au niveau théorique, la Côte d'Ivoire applique les réflexions des économistes de la Banque mondiale sur les processus de reconstruction selon lesquelles la croissance économique est le moteur de la pacification des sociétés sorties de conflits armés⁶³. Paul Collier incarne la figure de proue de ces économistes néoclassiques qui orientent la Banque mondiale dans ses interventions à l'endroit des pays en situation de post-conflit. Le point de départ de l'approche est une lecture utilitariste des conflits armés. Autrement dit, les conflits armés seraient plus motivés par l'avidité (*greed*) des groupes armés que par des revendications (*grievance*)⁶⁴. Selon ces auteurs, la dynamique du conflit armé se trouve dans la faiblesse du capital humain. La reconstruction post-conflit devrait donc reposer sur le relèvement du capital humain et de la croissance économique⁶⁵. Marchal et Messiant⁶⁶, Cramer⁶⁷ ou encore Kalyvas⁶⁸ ont critiqué cette approche portée essentiellement sur la rationalité instrumentale au détriment d'un regard élargi sur les dynamiques sociologiques, politiques, culturelles des situations conflictuelles et de consolidation de la paix. Dans le cas ivoirien, des recherches ont montré que le conflit armé avait des aspects à la fois politique⁶⁹, sociologique⁷⁰ et économique⁷¹. En dépit de ces critiques, cette approche reste dominante dans la littérature sur les conflits armés.

⁶³ Paul Collier, « Post-Conflict Recovery: How Should Strategies be Distinctive? », *Journal of African Economies*, vol. 18, AERC Suppl. 1, 2009, p. 99-131.

⁶⁴ Paul Collier et Anke Hoeffler, « On economic causes of civil war », *Oxford Economic Papers* 50, Oxford University Press, 1998, p. 563-573. Paul Collier et Anke Hoeffler, « Greed and Grievance in Civil War », *Policy Research Working Paper 2355*, The World Bank Development Research Group, 2000. Mats Berdal et David M. Malone (dir.), *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*, Londres, Lynne Rienner Publisher, 2000. Chris Cramer, « Homo Economicus Goes to War: Methodological Individualism, Rational Choice and The Political Economy of War », *World Development*, vol. 30, n° 11, 2002, p. 1845-1864.

⁶⁵ Yvonne Kemper, « Youth in War-to-Peace Transitions. Approaches of International Organizations », *Berghof Report n° 10*, Berghof Research Center for Constructive Conflict Management, 2005. Oliver Walton, « Youth, armed violence and job creation programmes. A rapid Mapping Study », Norwegian Peacebuilding Centre, septembre 2010.

⁶⁶ Roland Marchal et Christine Messiant, « De l'avidité de la rébellion. L'analyse économique de la guerre selon Paul Collier », *Critique internationale*, n° 16, juillet 2002, p. 58-69. Roland Marchal et Christine Messiant, « Les guerres civiles à l'heure de la mondialisation », *Critique internationale*, n° 18, janvier 2003, p. 91-112. Roland Marchal et Christine Messiant, « Une lecture symptomale de quelques théorisations récentes des guerres civiles », *Revue Lusotopie*, vol. 13, n° 2, 2006, p. 3-46.

⁶⁷ Chris Cramer, *op. cit.*

⁶⁸ Stathis N. Kalyvas, « "New" and "Old" Civil Wars: A valid Distinction? », *World politics* 54, octobre 2001, p. 99-118.

⁶⁹ Richard Banégas, « La politique du "Gbonhi". Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte d'Ivoire », *Genèse*, n° 81, 2010, p. 25-44. Michel Galy, « De la guerre nomade : sept approches du conflit autour de la Côte d'Ivoire », *Culture et conflits, Prison et résistances politiques*, n° 55, 2004, p. 163-196.

⁷⁰ Francis Akindès, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, *op.cit.* Gngangadjomon Koné, *Sociogenèse et dynamique du mouvement "jeunes patriotes"*, thèse de doctorat en sociologie, université de Bouaké, 2011.

⁷¹ Philippe Hugon, « La Côte d'Ivoire : plusieurs lectures pour une crise annoncée », *Afrique contemporaine*, 2003, p. 105-126.

Concernant spécifiquement le « post-conflit », Collier estime que la fin d'un conflit armé offre « des opportunités politiques pour des réformes nécessaires à la reprise de la croissance économique »⁷². D'autres auteurs comme David, Bastos et Mills considèrent également que la réduction de l'incertitude pourrait stimuler la productivité et donc favoriser la croissance économique⁷³. Dans le même sens, Hoeffler reconnaît que les pays qui sortent de conflits armés profitent généralement des « dividendes de la paix » pour voir une augmentation de leur taux de croissance économique⁷⁴. En clair, pour l'approche économique utilitariste, les efforts de reconstruction doivent se concentrer sur des réformes macroéconomiques dans des secteurs clés, porteurs de croissance économique⁷⁵ et positionner l'Etat au cœur de la planification et du développement.

Scénarisation macroéconomique de l'émergence

Si l'émergence « désigne tout d'abord des trajectoires variées de changements économiques et sociaux qui sont étroitement articulés à la globalisation et liées à l'idée de performance économique »⁷⁶, celle projetée par la Côte d'Ivoire repose sur une scénarisation de la planification post-crise et sur la revendication d'un libéralisme économique de longue durée. Dans son projet d'émergence, le pays présente trois scénarios : le « départ manqué de l'éléphant », le « réveil de l'éléphant » et le « triomphe de l'éléphant »⁷⁷. En tant qu'orientation stratégique de l'émergence, le « scénario du triomphe de l'éléphant » prévoit les projections suivantes : « les investissements massifs prévus devraient permettre de booster la croissance du PIB qui passerait de 8,1 % en 2012 à 9 % en 2013 puis à 10 % en 2014 et à 10,1 % en 2015 »⁷⁸. Par contre, les scénarios du « départ manqué » et du « réveil de l'éléphant », avec des prévisions du PIB de 3 % entre 2013 et 2015⁷⁹ pour le premier et 5,7 % sur la même période⁸⁰ pour le second, ne seraient pas en mesure de garantir une croissance soutenue et continue. En outre, le « triomphe de l'éléphant » vise cinq résultats stratégiques en vue de l'émergence à l'horizon 2020 : « 1- Les populations vivent en harmonie dans une société sécurisée dans laquelle la bonne gouvernance est assurée ; 2- La création des richesses nationales est accrue, soutenue et les fruits de la croissance

⁷² Paul Collier, « Post-Conflict Recovery: How Should Strategies be Distinctive? », art. cité. Voir également, Banque mondiale, « Performances économiques ivoiriennes depuis la fin de la crise post-électorale », art. cité.

⁷³ Antonio David, Fabiano Rodrigues Bastos et Marshall Mills, « Post-Conflict Recovery: Institutions, Aid or Luck? », *Document de travail du FMI*, n° 11/149, 2011.

⁷⁴ Anke Hoeffler, « Growth, Aid and Policies in Countries Recovering from War », *OECD Development Co-operation Working Papers*, WP1/2012.

⁷⁵ César Calderón et Luis Servén, « The Effects of Infrastructure Development on Growth and Income Distribution », *Document de travail de la Banque mondiale consacré à la recherche sur les politiques de développement*, n° 3400, 2004. Paul Collier, art. cité. John F.E. Ohiorhenuan, « Post-conflict Recovery: Approaches, Policies and Partnerships », *CRPD Working Paper*, n° 4, décembre 2011.

⁷⁶ Alain Piveteau et Eric Rougier, « Introduction. Emergences capitalistes » in Alain Piveteau, Eric Rougier et Dalila Nicet-Chenaf (dir.), *Emergences capitalistes aux Suds*, op.cit., p. 12.

⁷⁷ Ministère du Plan et du Développement (Côte d'Ivoire), *Plan National de Développement 2012-2015*, t. III : *Vision du développement et orientations stratégiques*, p. 91, <http://www.gcpnd.gouv.ci>.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ *Ibid.*

repartis dans l'équité ; 3- Les populations, en particulier les femmes, les jeunes, les enfants et autres groupes vulnérables ont accès aux services sociaux de qualité dans l'équité ; 4- Les populations vivent dans un environnement sain et un cadre de vie adéquat ; 5- Le repositionnement de la Côte d'Ivoire sur la scène régionale et internationale est effectif »⁸¹. Dans son élaboration, le gouvernement a tenu compte des approches de la gestion axée sur les résultats (GAR), de la planification basée sur les droits humains, sur le genre et l'équité⁸² qui sont des « procédés néolibéraux de la nouvelle gestion publique »⁸³ en Afrique. Par ailleurs, le « scénario du triomphe de l'éléphant » repose sur une « stratégie volontariste, cohérente, solidaire, ambitieuse et réaliste »⁸⁴ de l'Etat ivoirien qui appelle la réaffirmation de son libéralisme de longue durée⁸⁵ forgé au départ par Félix Houphouët-Boigny et sur une « sélection judicieuse »⁸⁶ des « moteurs puissants »⁸⁷ de la croissance.

A la différence du modèle libéral houphouétien – qui avait fait du secteur agricole sa principale source de croissance à travers la mise en place d'une économie de plantation autour du binôme café-cacao et de l'exportation massive de main d'œuvre étrangère⁸⁸ –, ce libéralisme de reconstruction post-crise considère plutôt les secteurs dits « vulnérables à la guerre »⁸⁹ (production manufacturière, bâtiment, transport, commerce et autres services) comme les premiers porteurs de croissance économique.

Le déclassement de l'agriculture logée dans la catégorie des secteurs « non vulnérables à la guerre »⁹⁰ repose dans le fond sur l'idée utilitariste de la « malédiction des ressources naturelles »⁹¹. Selon cette idée, « une plus grande part des exportations de matières premières dans le PIB accroît le risque de conflit de manière substantielle et significative »⁹². Pour Collier, les secteurs vulnérables à la guerre

⁸¹ *Ibid.*, p. 10.

⁸² Ministère du Plan et du Développement (Côte d'Ivoire), *Plan National de Développement 2012-2015, t. 1, op.cit.*, p. 4.

⁸³ François Egil, « Les objectifs de développement durable, nouveau "palais de cristal" ? », *Politique africaine*, n° 140, décembre 2015. Boris Samuel, « Les anciennes et nouvelles figures de la planification », Appel à contributions, *Politique africaine*, 2016, <http://polaf.hypotheses.org/1480>.

⁸⁴ Ministère du Plan et du Développement (Côte d'Ivoire), *Plan National de Développement 2012-2015, t. 1, op.cit.*, p. 12.

⁸⁵ Loukimane Camara, *Marchés, Gouvernance et Pauvreté. Le cas de la Côte d'Ivoire*, Abidjan, L'Harmattan-Côte d'Ivoire, 2014, p. 155.

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ Bonnie Campbell, « Le modèle ivoirien de développement à l'épreuve de la crise » in Bernard Contamin et Harris Memel-Fotê (dir.), *Le modèle ivoirien en questions. Crises, ajustements, recompositions, op.cit.*, p. 37-60.

⁸⁹ Paul Collier, « Post-Conflict Recovery: How Should Strategies be Distinctive? », art. cité.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ Voir à ce sujet, Indra de Soysa, « The Resource Curse: Are Civil Wars Driven by Rapacity or Paucity? » in Mats Berdal et David M. Malone (dir.), *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars, op.cit.* Gilles Carbonnier, « Comment conjurer la malédiction des ressources naturelles ? » in Catherine Schümperli Younoussian, Daniel Fino et Jean-Michel Servet (dir.), *Financer le développement par la mobilisation des ressources locales*, Annuaire suisse de politique de développement, vol. 26, n° 2, 2007, p.83-98. Philippe Le Billon, « Matières premières, violences et conflits armés » in Jean Cartier-Bresson et Pierre Salama (dir.), *Entendre les violences*, Revue Tiers Monde, t. 44, n° 174, 2003, p. 297-322.

⁹² Paul Collier, « Ressources naturelles, développement et conflits : liens de causalité et mesures politiques », *Revue d'économie du développement*, vol. 18, 2004, p. 199. Cette approche a connu de nombreuses critiques, voir par exemple Marta Reynal-Querol, « Ethnicity, Political Systems and Civil Wars », *Journal of Conflict Resolution*, n° 46, 2002, p. 29-54. Païvi Lujala, Niels Petter Gleditsch et Elisabeth Gilmore, « A Diamond Curse? Civil War

nécessitent beaucoup d'actifs, de capitaux et leur part dans le PIB diminue en temps de guerre et augmente en temps de paix⁹³. Par contre, les « secteurs non vulnérables à la guerre sont moins sensibles aux conditions résultant d'un conflit, étant liés à des actifs ou capitaux spécifiques nécessaires à leur développement. Par exemple, pour se développer, l'agriculture de subsistance nécessite une vaste surface de terres arables et peu d'investissements en capital. Ainsi, les cultures vivrières sont classées dans le secteur d'activités non vulnérables à la guerre ; et leur part dans le PIB devrait augmenter en période de guerre et baisser en période paix »⁹⁴.

En allant dans ce sens, la Côte d'Ivoire a, à partir de 2012, ouvert de nombreux chantiers dans le domaine des infrastructures (reconstruction d'universités, construction de ponts et bitumage des routes par exemple), et ouvert la compétitivité dans le secteur des services (réformes du Code de l'investissement, du Code minier, du Code de l'électricité). Elle a également créé les conditions d'amélioration du climat des affaires (création d'une commission chargée de la concurrence, création d'un tribunal de commerce, réforme du secteur de la sécurité, organisation régulière d'élections, dialogue politique, création d'une commission dialogue, vérité et réconciliation, etc.). En plus, cette stratégie prévoit des sources variées de financement du développement. Outre les ressources provenant des bailleurs de fonds classiques (FMI, Banque mondiale) et des pays partenaires (France principalement), l'Etat compte sur le partenariat public-privé et l'augmentation de ses recettes fiscales. Depuis 2012, la Côte d'Ivoire connaît un taux de croissance continue de plus de 8 % avec une part dominante du secteur des services estimée à 52,7 %⁹⁵. Le « scénario du triomphe de l'éléphant » repose donc sur une inversion des sources de la croissance en vue de performances économiques dans un environnement post-conflit. Le pays a clairement fait le choix d'optimiser les « dividendes de la paix » avec le secteur tertiaire en raison de son effet de levier sur la croissance économique.

En somme, la scénarisation macroéconomique, en plus d'être une construction politique et économique d'un rêve, celui de l'émergence, est une façon pour la Côte d'Ivoire d'internaliser les procédés néolibéraux de la planification dans son programme national de développement. Elle utilise donc ses propres répertoires culturels et historiques⁹⁶ (l'éléphant, symbole du pays, fait référence aux trajectoires historiques de l'économie et du politique dans le pays) pour s'intégrer dans ce nouvel élan du néolibéralisme international.

and a Lootable Resource », *Journal of Conflict Resolution*, n° 49, 2005, p. 538-562. David Keen, « Incentives and Disincentives for Violence » in Mats Berdal et David M. Malone (dir.), *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*, op.cit.

⁹³ Paul Collier, « Post-Conflict Recovery: How Should Strategies be Distinctive? », art. cité. Banque mondiale, « Performances économiques ivoiriennes depuis la fin de la crise post-électorale », art. cité.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 28.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 29.

⁹⁶ Jean-François Bayart, *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004.

Des pratiques socio-politiques de la croissance économique

Pour Amouzouvi, « la croissance s'obtient à travers la mise en valeur optimale des ressources. La ressource peut être matérielle ou immatérielle. Elle peut être symbolique. »⁹⁷ La symbolique de l'éléphant utilisée dans le plan de relance économique de la Côte d'Ivoire n'est alors pas anodine. Elle dénote un registre comportemental⁹⁸, une histoire, une vision, des pratiques sociales et politiques dans la construction de l'économie. Ainsi, le « scénario du triomphe de l'éléphant » invite à une analyse de l'émergence « par le bas »⁹⁹ tant dans la rationalisation de ces pratiques socio-politiques que dans les luttes sociales qui peuvent en découler¹⁰⁰. En Côte d'Ivoire, le discours sur l'émergence, la figure charismatique du chef, la pratique gouvernementale entre technocratie et alliance stratégique constituent les points forts d'une ingénierie politique et sociale du projet d'émergence du pays à l'horizon 2020.

Le discours sur l'émergence

Si le terme « émergence » a réellement fait son apparition dans le vocabulaire politique et populaire de la Côte d'Ivoire en 2012, année du lancement du PND, il y a lieu de souligner qu'il est avant tout le fruit d'un processus de construction politique et économique depuis 2008. L'idée d'émergence sera d'abord logée dans celle du développement économique post-crise lors de la convention d'investissement du candidat du RDR, Alassane Ouattara, le 4 octobre 2008 à Yamoussoukro. Faisant un exposé de son projet de société face à ses militants, le président du RDR définit la crise comme une crise économique face à laquelle il faudrait apporter des solutions économiques pour mettre fin aux souffrances des populations :

*« Le constat selon lequel nous sommes en crise ne fait pas l'objet de débat, nous sommes en crise, reste maintenant à déterminer la nature de la crise à laquelle nous sommes confrontés depuis plusieurs années. Moi, je dirai tout simplement, en premier lieu, que la crise est avant tout, économique. Quand on jette un regard sur le tableau de bord de l'économie, c'est l'économiste qui vous parle. On est frappé par le fait que d'une manière générale, l'activité économique stagne malgré les succès enregistrés dans les secteurs du pétrole et des télécommunications. Le taux de croissance n'a pas été suffisamment élevé ces dernières années. Et rarement on aura vu autant de secteurs de l'économie sinistrés. »*¹⁰¹

Dans sa démonstration, Alassane Ouattara indique que l'Etat engagerait des investissements massifs dans les domaines des infrastructures, de la santé, de l'éducation, de l'eau, de l'électricité afin que les

⁹⁷ Dodji Amouzouvi, « Pratiques sociales et ethniques de la croissance. Une étude de cas au Bénin et au Ghana » in Siméon K. Koffi et coll. (dir.), *Croissance et développement en Afrique de l'Ouest*, op.cit., p. 156.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 161.

⁹⁹ Jean-François Bayart, « Le politique par le bas en Afrique noire », art. cité. Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Toulabor, « Le politique par le bas en Afrique noire », nouvelle édition augmentée, Paris, Karthala, 2008.

¹⁰⁰ Béatrice Hibou et Boris Samuel, « Introduction au thème. Macroéconomie et politique en Afrique », art. cité.

¹⁰¹ Discours d'Alassane Ouattara à la Convention nationale d'investissement du candidat du RDR aux élections présidentielles de 2010, <https://www.youtube.com/watch?v=ZuPb60RAjfs&t=445s>.

Ivoiriens aient droit à des « services publics de qualité »¹⁰², en comptant évidemment sur des bailleurs de fonds pour l'accompagner dans son projet de développement post-crise :

*« Nous tiendrons nos engagements. Les bailleurs de fonds sont convaincus que s'il y a un leadership fort, capable de fédérer toutes les énergies, le redressement de la Côte d'Ivoire se fera. Car c'est ainsi que nous allons consolider la paix. Et la paix, c'est le développement ; et le développement, c'est la paix. »*¹⁰³

Ces propositions présentées lors de la convention prendront dès ce jour l'appellation « ADO solutions »¹⁰⁴. Celle-ci deviendra son slogan de campagne durant les élections présidentielles de 2010. De 2008 à 2010, il parcourt les 19 régions de la Côte d'Ivoire¹⁰⁵ pour rencontrer les populations et vendre le produit « ADO solutions ». Aux élections présidentielles de 2010, le candidat Ouattara mène une campagne de technocrate faite de discours sur l'économie, le développement, de « propos en chiffres »¹⁰⁶ et de « propositions en milliards de francs CFA ».

Jouissant de la plénitude du pouvoir après le conflit armé post-électoral de 2010-2011, Alassane Ouattara peut alors dérouler son plan de redressement économique et son discours sur l'émergence. En tant qu'objectif à atteindre à l'horizon 2020, le discours sur l'émergence vise à accommoder les comportements et les pratiques socio-politiques et économiques à l'ambition de développement du pays. Il s'agit de rechercher l'adhésion des populations à un projet de développement libéral qui ne se fera sûrement pas sans grincements de dents au niveau politique, social et économique.

Ainsi, durant son premier mandat, le gouvernement use de plusieurs « canaux de distribution » de l'émergence¹⁰⁷. Dans la parole des ministres, des élus et des proches du RHDP, l'émergence sera le maître mot à employer. D'autres concepts et slogans, tels que le « départ nouveau », l'« Ivoirien nouveau » et l'« excellence », ou encore « la Côte d'Ivoire qui gagne » sont également utilisés par les acteurs du pouvoir. Par exemple, la réouverture des universités publiques du pays en septembre 2012 après une fermeture de plus d'un an pour travaux de réhabilitation a été mise sous le signe du « départ nouveau » en tant que « rupture » avec le passé fait de violences universitaires¹⁰⁸. En 2013, le gouvernement institue le « prix d'excellence »¹⁰⁹ récompensant la compétence dans divers domaines de l'Etat. En 2015, lors des campagnes électorales, l'idée d'« Ivoirien nouveau » est mise en avant par le RHDP en tant que célébration des valeurs de probité, d'honnêteté, de rigueur, d'excellence et de travail de l'Ivoirien. L'équipe nationale de football (les Eléphants), victorieuse de la Coupe

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ *Ibid.* Voir la vidéo du discours, <https://www.youtube.com/watch?v=gjleSA3VzVI>.

¹⁰⁴ ADO signifie « Alassane Dramane Ouattara ».

¹⁰⁵ Sous Laurent Gbagbo, la Côte d'Ivoire comptait 19 régions. Depuis l'arrivée de Ouattara, elle en compte 31.

¹⁰⁶ Béatrice Hibou, « Macroéconomie et domination politique en Tunisie : du "miracle économique" benaliste aux enjeux socio-économiques du moment révolutionnaire », *Politique africaine*, n° 124, décembre 2011, p. 132.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 137.

¹⁰⁸ Voir le site de Radio France International (RFI), <http://www.rfi.fr/afrique/20120831-cote-ivoire-universites-rouvrent-leurs-portes>.

¹⁰⁹ Voir le site internet [abidjan.net](http://news.abidjan.net), <http://news.abidjan.net/h/596932.html>.

d’Afrique des nations (CAN) en 2015, et les médaillés olympiques des Jeux olympiques de Rio en 2016 sont célébrés par le gouvernement sous les signes de l’excellence et de la « Côte d’Ivoire qui gagne et qui avance ». La mémoire de Félix Houphouët-Boigny, « portée » aujourd’hui par le RHDP, est constamment rappelée par le pouvoir comme incantation en vue d’un second « miracle économique ivoirien ».

La communication gouvernementale sur l’émergence est gérée par le Centre d’information et de communication gouvernementale (CICG) créé par le gouvernement en 2012¹¹⁰. Il est chargé de la transparence et de la bonne gouvernance de l’information. La Radiotélévision ivoirienne (RTI), qui connaît une restructuration en profondeur depuis 2012 – après avoir été un acteur majeur de la crise ivoirienne quant aux luttes de pouvoir autour de la maîtrise de l’information¹¹¹ – constitue aujourd’hui le relais le plus sûr de l’Etat pour la diffusion du discours sur la croissance économique et le développement du pays (inauguration de projets, visites de pays partenaires du développement, de responsables d’institutions régionales et internationales, etc.). Le filtrage et la sélection de l’information sur l’émergence par la RTI indique un monopole de cet appareil d’Etat sur le traitement de l’actualité nationale pendant que la libéralisation de l’espace audiovisuel annoncée depuis 2014 se fait au compte-gouttes. La presse écrite proche du pouvoir joue également ce rôle de relayeur d’informations sur l’émergence. Durant les élections présidentielles d’octobre 2015, le discours sur l’émergence sera repris à travers le slogan « Avec ADO ». Autrement dit, « avec ADO pour l’émergence de la Côte d’Ivoire ».

Finalement, « un tel discours figure la volonté sans faille du prince de promouvoir la croissance de son pays, d’améliorer l’“environnement des affaires”, ou encore d’atteindre des résultats en matière sociale (éducation, santé, etc.) pour développer le « capital humain », ce qui l’amène à déployer un ensemble en apparence très raisonné de stratégies et de politiques publiques volontaristes »¹¹².

La figure du chef, entre technocratie et alliance stratégique

Pour le président, un leadership fort est vecteur de croissance économique¹¹³. Cette attitude, qui structure la gestion du pouvoir d’Etat aujourd’hui en Côte d’Ivoire, a des ressorts personnels, locaux et régionaux. Premièrement, il faut dire qu’Alassane Ouattara ne rate aucune occasion de mettre en avant son parcours d’économiste, de banquier et de gestionnaire, comme si cela contribuait à développer son aura et son autorité politique. Il est présenté par ses partisans comme le « redresseur » de l’économie

¹¹⁰ Voir le site internet abidjan.net, <http://news.abidjan.net/h/441838.html>.

¹¹¹ Aghi Bahi, *L’ivoirité mouvementée : jeunes, médias et politique en Côte d’Ivoire*, Bamenda, Langga RPCIG, 2013. Marie-Soleil Frère, *Elections et médias en Afrique centrale : voie des urnes, voix de la paix ?*, Paris, Karthala, Institut Panos, 2010. Emile. A. Tozo, « La réforme des médias publics en Afrique de l’Ouest. Servir le gouvernement ou le citoyen », *Politique africaine*, n° 97, mars 2005, p. 99-115.

¹¹² Béatrice Hibou et Boris Samuel, « Introduction au thème. Macroéconomie et politique en Afrique », art. cité, p. 9.

¹¹³ Voir le discours d’Alassane Ouattara à la convention d’investiture du RDR le 4 octobre 2008, <https://www.youtube.com/watch?v=ZuPb60RAjfs&t=445s>.

ivoirienne durant la crise économique de la fin des années 1980¹¹⁴. Premier Ministre de Félix Houphouët-Boigny, il a réussi à remettre sur les rails l'économie ivoirienne qui subissait la chute des cours du cacao sur le marché mondial, principale source de croissance du pays¹¹⁵. Son parcours professionnel¹¹⁶ est constitutif de sa rhétorique politique, régulièrement utilisée dans le champ politique ivoirien. Il l'utilise comme « art de gouverner »¹¹⁷ dans le cadre de son projet d'émergence de la Côte d'Ivoire. Le langage technocratique est généralement employé pour balayer tout argumentaire critique à l'égard du gouvernement.

Il met en avant l'objectif « sacro-saint » de l'émergence pour expliquer les actions de l'Etat, même s'il est discutable socialement et politiquement¹¹⁸.

Deuxièmement, pour renforcer son leadership, Ouattara accepte de jouer le jeu de la « cogestion » du pouvoir avec son allié et grand frère, Henri Konan Bédié du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Et elle est structurée autour du rapport aîné-cadet¹¹⁹, un « grand-frérisme politique »¹²⁰ au sommet de l'Etat qui, à vrai dire, est révélateur d'une alliance stratégique forgée à partir du RHDP et de l'idéologie de l'houphouétisme. Nous démontrions déjà les liens entre cette idéologie politique et le projet d'émergence dans un travail précédent en ces propos : « L'idéologie houphouétiste se présente comme une forme d'« incarnation » politique de la figure de Félix Houphouët-Boigny (FHB), père de la nation ivoirienne, dans le cadre des luttes de pouvoir en Côte d'Ivoire. Entendu au sens de valeurs

¹¹⁴ Kako Nanukpo, « La crise ivoirienne et l'avenir de l'intégration économique et monétaire ouest-africaine », *op.cit.*, p. 100-101.

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ En 1999, lors d'un congrès extraordinaire du RDR, Alassane Ouattara se présentait lui-même en ces termes : « De 1968 à 1990, puis de 1994 à 1999, dans le cadre de mes fonctions, j'ai parcouru le monde entier et j'ai supervisé récemment l'action économique de plus d'une centaine de pays. J'ai pu alors être témoin de nombreuses expériences en matière de gestion publique et de fonctionnement des institutions. Pendant cette période, j'ai constaté que les pays les plus prospères étaient ceux qui inspiraient confiance aux investisseurs privés, débarrassés de l'arbitraire, de la bureaucratie et des obstacles à la liberté de mouvement des personnes. Ces années passées à travailler sur l'économie des pays du monde m'ont permis d'avoir une vision précise sur ce que la Côte d'Ivoire, notre beau pays, pourrait devenir demain. Par ailleurs, de 1990 à 1993, le président Félix Houphouët-Boigny m'a fait l'honneur de m'appeler à ses côtés afin d'œuvrer, sous sa haute autorité morale, au redressement de notre pays. De cette période, je garde, outre les contacts avec mes compatriotes, l'expérience humaine inestimable acquise auprès du «vieux». J'ai pu apprécier la constance de son combat pour le triomphe des valeurs de paix et de tolérance. Au total, tout ce qui précède m'autorise à penser qu'il est possible de proposer et conduire avec vous une politique alternative afin de permettre à notre pays de se hisser au rang des nations émergentes. », voir le discours d'Alassane Ouattara au congrès extraordinaire du RDR à Abidjan le 1^{er} Aout 1999, Abdou Touré, *Alassane Dramane Ouattara. Destin et liberté*, Paris, Sépia, 2008, p. 117-118.

¹¹⁷ Béatrice Hibou, « Macroéconomie et domination politique en Tunisie : du «miracle économique» benaliste aux enjeux socio-économiques du moment révolutionnaire », art. cité, p. 127.

¹¹⁸ Par exemple, dans le cadre de la rédaction et de l'adoption de la nouvelle constitution – celle de la III^e République de la Côte d'Ivoire depuis le 8 novembre 2016 –, l'absence de débats larges et de fond sur ce projet majeur a trouvé ses justifications dans les argumentaires du progrès, de la relance économique et de l'émergence. Le pouvoir voyait en l'adoption rapide de cette constitution non seulement un moyen d'extirper de la loi fondamentale les dispositions conflictuelles, mais également une garantie de stabilité politique et économique.

¹¹⁹ Jean-François Médard, « Jeunes et aînés en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, n° 1, janvier 1981, p. 102-113. Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Séniorité et citoyenneté en Afrique précoloniale », *Communications*, n° 1, vol. 59, 1994, p. 119-136.

¹²⁰ Loukimane Camara, *op.cit.*, p. 220.

partagées par FHB et mode de régulation politique, économique et sociale de la Côte d'Ivoire selon ce dernier, l'houphouétisme fut mobilisé par les acteurs politiques ivoiriens durant leur "guerre de succession" après le décès du président en 1993 (...). Aujourd'hui, l'houphouétisme est fortement revendiqué par le RHDP et est porté par Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié qui, dans une logique de partage de pouvoir depuis leur victoire à la Pyrrhus dans le conflit post-électoral armé de 2010-2011, se considèrent comme les successeurs "naturels" d'Houphouët-Boigny. En effet, le RHDP fait une interprétation utilitaire de l'houphouétisme dans la mesure où, en se présentant comme le seul appareil politique pouvant cultiver les valeurs de paix du premier président et créer les conditions d'un deuxième "miracle ivoirien", l'alliance politique joue le rôle de gardien de l'émergence économique et de la stabilité politique. »¹²¹

Troisièmement, et enfin, depuis son arrivée au pouvoir, Ouattara ne cesse de multiplier les initiatives au niveau de l'Afrique de l'Ouest pour se positionner comme un leader régional et relancer la Côte d'Ivoire en tant que poumon économique de cette partie du continent. A cet effet, il a pris la tête de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 2012 et y a été reconduit en 2013 pour un an. Cette expérience lui a permis de renforcer les liens économiques entre la Côte d'Ivoire et certains pays membres de la CEDEAO dont le Burkina Faso, le Mali et le Nigéria. En outre, il a réactivé certaines organisations sous-régionales en veilleuse depuis plusieurs années. C'est le cas du Conseil de l'Entente et de l'Union du fleuve Mano. Créé en 1959 sur l'initiative de Félix Houphouët-Boigny, le Conseil de l'Entente est l'une des plus vieilles organisations sous-régionales d'Afrique de l'Ouest. Il a pour rôle de renforcer les relations diplomatiques et financières entre la Côte d'Ivoire, le Niger, le Burkina Faso, le Benin et le Togo. L'Union du fleuve Mano fut créée en 1973 par le Libéria et la Sierra Léone pour favoriser l'intégration régionale et économique des pays membres. La Guinée y adhère en 1980 et la Côte d'Ivoire en 2008. L'intérêt pour Ouattara de relancer des organisations régionales longtemps en crise en raison des conflits armés réside dans cette volonté de consolider la paix dans cette zone encore fragile ; surtout que l'ouest du pays, connecté au Libéria, reste une des zones les plus instables et tendues de la Côte d'Ivoire. Depuis janvier 2016, Ouattara est le président en exercice de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UEMOA¹²². Ce leadership sous-régional a pour objectif de rassurer à la fois les bailleurs de fonds internationaux et de favoriser l'investissement privé en Côte d'Ivoire en vue de la relance de l'économie¹²³. Ouattara reprend donc à son compte l'ouverture sur l'extérieur qui avait été une des stratégies majeures du « miracle ivoirien » sous Houphouët-Boigny.

¹²¹ Ousmane Zina, « Economie politique de la justice transitionnelle en Côte d'Ivoire », art. cité, p. 225.

¹²² Kako Nubukpo, « La crise ivoirienne et l'avenir de l'intégration économique et monétaire ouest-africaine », *op.cit.*

¹²³ Salif Koné et Marius K. Totin, « Partenariats internationaux, croissance et développement économique de l'Afrique de l'Ouest » in Siméon K. Koffi et coll. (dir.), *Croissance et développement en Afrique de l'Ouest, op.cit.*, p. 239-266.

En définitive, avec un taux de croissance continue de plus 8 % depuis 2012, l'on peut bien affirmer que l'éléphant ivoirien signe progressivement son retour. Le pays est en chantier et les investisseurs se bousculent. Reste qu'après 5 ans de patience (2011-2016), les populations ne récoltent toujours pas les fruits de la croissance pourtant annoncée comme inclusive et partagée par le PND. Le « triomphe de l'éléphant » n'est pas encore entendu « par le bas » ou « en bas » et entretient de jour en jour des crispations socio-économiques et politiques dans le corps social ivoirien qui se plaint de la cherté de la vie.

De la rationalisation de l'Etat à la « rationalisation de la marmite » : vers une crise sociale de la reconstruction post-conflit ?

Ouattara pourra-t-il inverser la courbe des inégalités socio-économiques à l'horizon 2020 ? Cela reste un défi majeur car, depuis 1960, le libéralisme ivoirien n'a pas réussi à juguler le problème de la pauvreté et à réduire les inégalités socio-économiques¹²⁴. Dans ce processus de reconstruction post-conflit, l'Etat a choisi le marché, la création de la richesse comme régulateur des rapports sociaux, politiques, et économiques. S'il est vrai que le niveau actuel de la croissance économique témoigne en faveur d'une telle stratégie, il reste que le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire est estimé par la Banque mondiale en 2015 à 46,8 %¹²⁵. Il y aurait selon elle, plus de pauvres aujourd'hui qu'en 2008¹²⁶. Cette situation indique donc que le « scénario du triomphe de l'éléphant » crée à la fois la richesse et la pauvreté¹²⁷. Une situation paradoxale qui mérite que l'on interroge le projet d'émergence du pays à travers ces mots de Piveteau et Rougier :

*« L'émergence se présente donc très souvent comme un phénomène partiel, spatialement circonscrit et inégalitaire. Ces inégalités nourrissent la compétitivité et la croissance, mais peuvent bien vite se transformer en facteur de blocage, les économies émergeant alors dans un piège de revenu intermédiaire. »*¹²⁸

Ainsi, la course vers l'émergence du pays oblige de plus en plus à une « rationalisation de la marmite »¹²⁹ qui doit s'attaquer à la faiblesse du pouvoir d'achat et réussir à adapter l'alimentation à la crise du revenu. Dans l'imaginaire populaire ivoirien, la cherté de la vie dans ce contexte d'émergence où « l'argent travaille » et « ne circule pas » emmènerait la ménagère à abandonner son traditionnel « panier » au profit du « sachet ». Cette imagerie collective traduit en réalité la crise de l'Etat social¹³⁰

¹²⁴ Bonnie Campbell, *op.cit.*, p. 47.

¹²⁵ Banque mondiale, « La force de l'éléphant : pour que sa croissance génère plus d'emplois de qualité », art. cité.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Loukimane Camara, *op.cit.*, p. 200.

¹²⁸ Alain Piveteau et Eric Rougier, « Introduction. Emergences capitalistes » in Alain Piveteau, Eric Rougier et Dalila Nicet-Chenaf (dir.), *Emergences capitalistes aux Suds*, *op.cit.*, p. 15-16.

¹²⁹ Francis Akindès, « Inégalités sociales et régulation politique en Côte d'Ivoire. La paupérisation de la Côte d'Ivoire est-elle irréversible ? », art. cité, p. 132-135.

¹³⁰ Christophe Ramaux, *L'Etat social, Pour sortir du chaos néolibéral*, Paris, Mille et une nuits, 2012.

en Côte d'Ivoire au moment où le taux de croissance est régulièrement présenté comme la panacée indiscutable.

« *L'argent travaille* » contre le « *panier de la ménagère* » ?

Dans le jargon populaire ivoirien, l'expression « l'argent ne circule pas »¹³¹ désigne la faiblesse du revenu, le chômage ou la cherté de la vie. Et face à l'amplification de ce propos qui était symptomatique d'une montée croissante d'inégalités de revenus et de probables tensions dans le corps social ivoirien, le président Ouattara dans son adresse à la nation à l'occasion des vœux du nouvel an 2013 justifiait la situation en ces termes :

*« La Côte d'Ivoire est au travail. Notre pays est aujourd'hui un vaste chantier : routes, autoroutes, ponts, hôpitaux, écoles, infrastructures diverses voient le jour et sont visibles de tous. Demain, ils seront au service de chacun d'entre nous. Et pourtant, j'entends dire que "l'argent ne circule pas !" ; sachez cependant que l'argent travaille. Et c'est grâce à cet argent qui est au travail que, chaque jour, la construction d'un pont progresse, qu'un grand axe routier voit le jour, que pour la première fois depuis notre indépendance, une ville comme Doropo dans le Zanzan a de l'eau courante, que nous venons d'ouvrir la vanne qui alimentera toute la ville de Man en eau potable, que Bouna a de l'électricité 24 h/24 (...) En plus de l'amélioration des revenus, il nous faut par ailleurs atténuer de façon significative les effets de la vie chère. Le gouvernement en fait une priorité. Grâce à nos efforts en matière fiscale et réglementaire, nous avons pu contenir l'inflation. La lutte contre la pauvreté est un véritable défi. De graves inégalités ont pratiquement déstructuré des pans entiers de notre société durant la décennie écoulée. Le potentiel que recèle notre pays nous permettra de réduire la pauvreté de moitié en 2015. Cette ambition s'inscrit au cœur de notre politique de développement. »*¹³²

Ce recadrage du président dénotait une volonté de soutenir la stratégie du « triomphe de l'éléphant » et demandait encore le sacrifice des populations avant d'en ressentir les bienfaits. Ce discours a été diversement interprété par la classe politique ivoirienne.

Si pour l'opposition du FPI, il sonnait comme l'échec d'une politique sociale, provoquant le retour de slogans tels que « *Gbagbo Kafissa* »¹³³ (Gbagbo est mieux en langue malinké), le RDR d'Alassane Ouattara soutenait fortement l'idée que « l'argent travaille ». Le porte-parole du RDR se livrait même à un exercice de déconstruction de l'expression « l'argent ne circule pas ». Pour lui, l'argent qui circulait

¹³¹ Jane I. Guyer, Kabiru Salami, Olusanya Akinlade, « "Ko s'owo" : il n'y a pas d'argent », *Politique africaine*, n° 124, décembre 2011, p. 42-65.

¹³² Voir le site abidjan.net, <http://news.abidjan.net/h/447819.html>.

¹³³ Il existe aujourd'hui un mouvement de soutien à Gbagbo dénommé « Gbagbo Kafissa », inspiré de cette expression utilisée en général par les partisans du FPI. Voir la page Facebook, <https://www.facebook.com/Gbagbo-kafissa-le-president-Gbagbo-est-mieux-1479421519029116/>. Voir également <http://www.rfi.fr/afrique/20160408-cinq-ans-apres-son-arrestation-pese-laurent-gbagbo-vie-politique-ivoirienne>.

était celui de la « refondation » (en référence au régime du FPI) et était le produit des malversations, du pillage des ressources par le FPI. « L'argent ne doit plus circuler. Il doit travailler » conclut-il¹³⁴.

Depuis ce discours de Ouattara et cette passe d'armes entre partis politiques autour de la maîtrise de cette ressource politique¹³⁵ qu'est la vie chère, la pauvreté reste persistante et le taux de croissance de plus de 8 % n'est pas encore ressenti dans le « panier de la ménagère ». Comment expliquer cet état de fait ? Dans un rapport de 2015 sur la situation économique de la Côte d'Ivoire, la Banque mondiale, reconnaissant que « la croissance rapide qui a pris place entre 2012 et 2015 n'a pas entraîné une forte baisse de pauvreté »¹³⁶, explique que la pauvreté actuelle du pays a quatre niveaux. Premièrement, « une partie de la croissance a été alimentée par les investissements, notamment dans les infrastructures et les services publics »¹³⁷ ; or, selon elle, « il existe un décalage entre ces investissements et leur impact réel sur les conditions de vie et les revenus des ménages »¹³⁸. Deuxièmement, ce rapport considère que les « ménages vivant en pauvreté n'ont pas les ressources financières suffisantes pour accroître leurs dépenses à la hauteur de leurs aspirations »¹³⁹. Troisièmement, « les vecteurs sectoriels de la croissance, comme les mines, la finance, la communication, ne sont pas directement générateurs d'emplois et donc n'ont que peu d'effets sur la vaste majorité des ménages »¹⁴⁰. Enfin, pour la Banque, « la croissance économique en Côte d'Ivoire ne s'est pas encore convertie en une réduction majeure de la pauvreté car elle n'a pas créé de nombreux emplois de qualité, tant pour la population urbaine que rurale ». Comme dans le passé, le pays semble faire des réformes structurelles en vue de faire de la croissance économique une priorité au détriment de la réduction de la pauvreté¹⁴¹. L'idée étant bien sûr de profiter de la situation de rattrapage économique qu'offre le contexte de reconstruction post-crise pour favoriser la croissance économique. La question qui reste posée est la suivante : la paupérisation des populations est-elle irréversible¹⁴² dans ce contexte où la reprise de la croissance est liée à une forte économie des dépenses publiques¹⁴³ pour la reconstruction des infrastructures frôlant la « surchauffe »¹⁴⁴ et écrasant l'économie

¹³⁴ Voir le site abidjan.net, <http://news.abidjan.net/h/448167.html>.

¹³⁵ Jean-Pierre Lacam, « Le politicien investisseur. Un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques », *Revue française de science politique*, n° 38, vol. 1, 1988, p. 23-47.

¹³⁶ Banque Mondiale, « La force de l'éléphant : pour que sa croissance génère plus d'emplois de qualité », art. cité, p.17.

¹³⁷ *Ibid.*, p.18.

¹³⁸ *Ibid.*

¹³⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ Michael Grimm, Charlotte Guénard et Sandrine Mesplé-Somps, « Evolution de la pauvreté en Côte d'Ivoire : une analyse sur 15 ans d'enquêtes ménages », *Document de Travail DIAL*, DT/2001/14, 2001, p. 4.

¹⁴² Francis Akindès, « Inégalités sociales et régulation politique en Côte d'Ivoire. La paupérisation de la Côte d'Ivoire est-elle irréversible ? », art. cité, p. 126.

¹⁴³ Banque mondiale, « Performances économiques ivoiriennes depuis la fin de la crise post-électorale », art. cité, p. 33 : « L'analyse des développements en Côte d'Ivoire semble indiquer que les investissements domestiques ou nationaux, y compris les dépenses publiques pour la reconstruction des infrastructures et les investissements privés, et dans une moindre mesure les exportations, ont joué un rôle essentiel pour soutenir la reprise économique à la sortie de la crise politico-militaire. »

¹⁴⁴ Julien Clémentot, « Côte d'Ivoire : le long chemin de l'émergence », *Jeune Afrique*, 17 juillet 2015, <http://www.jeuneafrique.com/mag/245638/economie/cote-divoire-le-long-chemin-de-lemergence/>.

de la consommation ? Pour la Banque mondiale, la solution à ce problème se trouve dans la création d'emplois. Cela reste une projection macroéconomique sans effet pour l'instant sur les populations car la priorité du gouvernement est de maintenir une croissance continue de plus de 8 % jusqu'en 2020, et ceci passera par des réformes majeures en vue d'améliorer le climat des affaires et par des investissements massifs dans des « secteurs vulnérables à la guerre » (infrastructures et services). Le timing de l'émergence à l'horizon 2020 imposé par Ouattara oblige le gouvernement à rester dans le peloton de tête des pays les plus réformateurs du *Doing Business* de la Banque mondiale¹⁴⁵ pour espérer atteindre le revenu intermédiaire, en courant le risque d'être pris dans le « piège de la pauvreté »¹⁴⁶.

Sur le terrain, les ménages pauvres, au regard des réalisations d'infrastructures et des grands travaux de l'Etat, considèrent que l'argent se trouve chez ceux qui sont « en haut » et que finalement, il ne travaille que pour « eux ». Nos enquêtes à Abidjan et à Bouaké indiquent une dénonciation de la *kôrôcratie* (le pouvoir des aînés) par les plus jeunes. Rencontrés dans des partis politiques et dans des espaces de discussion tels les *grins*¹⁴⁷, les cadets sociaux se plaignent du manque de volonté des *dôyas* (les anciens) qui ne facilitent pas leur ascension socio-économique. Certains jeunes se sentent trahis et voient dans le cumul des postes (ministres-députés, députés-maires ou ministres-maires) et dans l'ancienneté des ministres au gouvernement (depuis le régime de Gbagbo) la naissance d'une nouvelle bourgeoisie politique qui bénéficie seule des fruits de l'émergence, à l'exclusion de leurs « petits ». La figure du « gérant de cabine » est généralement projetée par ces derniers comme l'expression du chômage ambiant des jeunes (diplômés ou non) des quartiers de la Côte d'Ivoire. L'économie de la débrouillardise ne suffit plus pour amortir les chocs de la pauvreté et laisse place de plus en plus aux frustrations socio-économiques et politiques.

Raison, ruse de l'Etat et contestation sociale

Au premier trimestre 2016, le porte-parole du gouvernement de Ouattara feignait de minimiser le début d'une grogne sociale généralisée, estimant à sa sortie du conseil des ministres du 21 avril 2016, que seules 100 ou 200 personnes présentes sur les réseaux sociaux se plaignaient de la situation du pays. Ses propos ont été très critiqués par les internautes qui, ironiquement, se sont identifiés avec le hashtag #L200¹⁴⁸. Sentant le front social se durcir, le président est lui-même monté au créneau au cours de la Fête du travail du 1^{er} mai pour décrier le climat social en « s'opposant » subtilement à l'augmentation du coût de l'électricité qui était la goutte d'eau de trop pour les populations en ces temps de vie chère.

¹⁴⁵ Banque mondiale, « Performances économiques ivoiriennes depuis la fin de la crise post-électorale », art. cité, p. 21.

¹⁴⁶ Banque mondiale, « La force de l'éléphant : pour que sa croissance génère plus d'emplois de qualité », art. cité, p. 18. Voir également Alain Piveteau et Eric Rougier, « Introduction. Emergences capitalistes » in Alain Piveteau, Eric Rougier et Dalila Nicet-Chenaf (dir.), *Emergences capitalistes aux Suds*, op.cit., p. 17.

¹⁴⁷ Sarah Vincourt et Souleymane Kouyaté, « Ce que "parler au grin" veut dire : sociabilité urbaine, politique de la rue et reproduction sociale en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, n° 127, octobre 2012, p. 91-108.

¹⁴⁸ Bruno Koné, « Seule une minorité pense que tout va mal en Côte d'Ivoire », *Jeune Afrique*, 17 mai 2016, <http://www.jeuneafrique.com/mag/323667/politique/bruno-kone-seule-minorite-pense-va-mal-cote-divoire/>.

Cette attitude du gouvernement est révélatrice d'un fait, celui de la « ruse de l'intelligence politique »¹⁴⁹, utilisée pour conforter la raison ou la rationalité économique du pouvoir. Un jeu de dupes auquel se livre constamment le gouvernement pour avancer les pions de sa gestion macroéconomique¹⁵⁰. Si cette stratégie permet de gagner du temps par rapport au projet d'émergence, elle ne garantit en rien de pouvoir prévenir le soulèvement des populations¹⁵¹. Les manifestations violentes contre l'augmentation de la tarification de l'électricité au mois de juillet 2016, dont le point de départ fut Yamoussoukro – capitale politique de la Côte d'Ivoire, ville de Félix Houphouët-Boigny, un des bastions de la coalition RHDP –, en attestent. L'émergence par ce biais devient le lieu des luttes de pouvoir, des rapports de forces au sens de Foucault entre les acteurs « d'en haut » et ceux « d'en bas » dans la définition du projet de société¹⁵².

Les manifestations contre la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) ont lieu deux mois après le « discours d'apaisement » du président lors de la Fête du travail. Il avait décidé d'annuler la décision d'augmentation de janvier 2016¹⁵³ et indiqué que les factures seraient corrigées et le trop-perçu par la CIE rendu à tous les abonnés. Or, sur la période de mai à juillet, la décision du président n'a pas été appliquée et certaines personnes se sont même retrouvées avec une double facturation au mois de juillet. Cela a suffi pour que les populations descendent dans les rues pour protester violemment contre la CIE dans les villes de Yamoussoukro, Tiassalé, Daloa, Bouaké, Boundiali, Korhogo et Ferkessédougou. A Bouaké, ex-fief de la rébellion, les manifestations ont dégénéré en pillage généralisé de biens publics et privés. Des jeunes, parmi lesquels de nombreux ex-combattants selon nos enquêtes de terrain, ont pillé la préfecture de police, le service du cadastre, le domicile du maire, une base de la CIE et une banque privée. Des réflexes liés à la rébellion passée ont resurgi comme pour dire que le désordre serait un moyen pour accéder aux richesses. Ces manifestations ont accéléré le processus de négociation entre les associations de consommateurs, le ministère en charge de l'Énergie et la CIE. Finalement, cette dernière a proposé un paiement échelonné des factures de juillet 2016 sur une période de douze mois. Dans le fond, ces mobilisations sociales dénotent une opposition entre les réformes libérales du secteur de l'énergie, sur lesquelles l'État joue la carte de la ruse, et les imaginaires des populations autour de l'électricité. En communiquant intelligemment sur l'utilisation des « compteurs à cartes » ou des « ampoules économiques » comme moyens de réduction de la consommation d'énergie, les pouvoirs

¹⁴⁹ Jean-François Bayart, « “Le capital social” de l'État malfaitteur ou les ruses de l'intelligence politique » in Jean-François Bayart, Stephen Ellis et Béatrice Hibou, *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997, p. 55.

¹⁵⁰ L'idée d'« ambiguïté comme mode de gouvernement » de Valentine Schehl trouve toute sa place ici. Voir Valentine Schehl, « Du blé au pain, que régule-t-on ? » in Béatrice Hibou et Irène Bono (dir.), *Le gouvernement du social au Maroc*, Paris, Karthala, 2016, p. 120-157.

¹⁵¹ Béatrice Hibou, « Introduction au thème. Tunisie. Économie politique et morale d'un mouvement social », *Politique africaine*, n° 121, mars 2011, p. 5-22.

¹⁵² Béatrice Hibou et Boris Samuel, « Introduction au thème. Macroéconomie et politique en Afrique », art. cité, p. 21.

¹⁵³ La décision d'augmentation des tarifs d'électricité a été prise par le gouvernement en juin 2015. La première phase de l'augmentation a eu lieu à partir de juillet 2015. C'est la deuxième phase, engagée en janvier 2016, qui a suscité la colère des consommateurs.

publics pensaient faire avancer en silence les réformes demandées par la Banque mondiale dans ce domaine¹⁵⁴ afin qu'il devienne un secteur porteur de croissance. Sur la question de l'électricité, les populations se fient non seulement à leurs habitudes de consommation, mais également sur les capacités de l'Etat à gérer ce domaine sans faiblir. L'on s'étonne que l'Etat exprime le besoin d'augmenter la tarification de l'électricité pendant que son pouvoir développeur est vanté durant les électrifications villageoises. L'on s'étonne encore qu'après l'« argent obtenu » grâce à l'initiative PPTE¹⁵⁵ en 2012, l'Etat « augmente le courant »¹⁵⁶. Cette crise de l'électricité, qualifiée de « factures émergentes » par certains, est apparue comme l'étouffement de trop dans ce contexte de reconstruction post-crise. Elle questionne « l'Etat généreux » ou « l'Etat salvateur » dans sa pratique socio-économique à l'égard des populations. Enfin, elle interpelle le pouvoir en place sur l'impatience du peuple concernant la redistribution des fruits de la croissance. Pour preuve, la cartographie des villes où a eu lieu la protestation (cf. carte ci-après) montre qu'elles sont pour la plupart dans des zones favorables au RHDP.

¹⁵⁴ Banque mondiale, « Côte d'Ivoire. Secteur de l'énergie. Améliorer la gouvernance et l'efficacité dans les sous-secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité », *Document de travail 70752*, août 2011, p. x : « L'Etat devra éventuellement se faire à l'idée d'une augmentation graduelle et inévitable des tarifs de l'électricité pour la survie du secteur. Il revient à l'ANARE (Autorité nationale de régulation du secteur de l'électricité) de préparer un nouveau système de tarification à long terme et surtout, de veiller à son application. Là aussi, une campagne multimédia visant toutes les catégories de consommateurs sera utile, pour leur expliquer et les convaincre de la nécessité d'augmentations tarifaires à court terme, pendant que les investissements nécessaires pour éviter les délestages du passé récent, soient mis en place pour les éliminer à moyen et long terme (sic). »

¹⁵⁵ L'obtention du statut de PPTE en 2012 a donné lieu à un débat entre l'opposition du FPI et le RHDP. Pour le FPI, cet allègement qui devrait apporter une santé financière à la Côte d'Ivoire est l'œuvre de Laurent Gbagbo, récupérée aujourd'hui par Alassane Ouattara. En outre, la communication gouvernementale sur le PPTE en termes de retombées économiques pour la Côte d'Ivoire a produit dans l'imaginaire populaire l'idée d'Etat salvateur ou généreux dans ce contexte de post-crise.

¹⁵⁶ Expression populaire utilisée pour traduire la hausse du coût de l'électricité.

Outre la question de l'électricité, d'autres revendications sociales sont toujours en cours dans les secteurs du transport¹⁵⁷, du vivrier¹⁵⁸, de l'éducation¹⁵⁹ et de la santé¹⁶⁰. Les répertoires d'action utilisés¹⁶¹ sont généralement les grèves, les actions de l'opposition politique (discours, marches, meetings, presse écrite), la violence urbaine et l'art urbain dont le *zouglou*¹⁶² qui, depuis les luttes pour la démocratisation du début des années 1990, se positionne comme une musique d'engagement¹⁶³. L'émergence à l'horizon 2020 est loin d'être un long fleuve tranquille ; elle se présente de jour en jour comme un lieu d'affrontements entre l'Etat et les populations.

Conclusion

Au terme de cette réflexion, nous pouvons affirmer que la tentative de rationalisation de l'Etat en Côte d'Ivoire après plus d'une décennie de conflit politico-militaire violent conduit elle-même à une situation de crise. La grogne des militaires et les grèves successives dans la fonction publique au premier

¹⁵⁷ Dans ce secteur, la grogne sociale a touché la réforme du permis de conduire. Les usagers ont manifesté contre le fait que la réforme entamée en 2014, confiée à la société colombienne Quipux, portait également sur les permis en cours de validité et établis sous l'ancien régime. Le président Ouattara, lors de son discours du 1^{er} mai 2016, a exigé la suspension de l'opération afin d'y voir plus clair. Par ailleurs, la fluctuation des tarifs de transport n'est pas maîtrisée en Côte d'Ivoire. Le ministère du Transport procède par effet d'annonce sur la réduction de ces tarifs sans que cela ne soit suivi sur le terrain. En outre, ce secteur est miné par la violence de groupes incontrôlés dont les « syndicats », les *gnanbolo*, rançonnent tous les jours les chauffeurs de taxis, de *wôrô-wôrô* (taxi-communiaux) et de *gbaka* (minibus intercommuniaux) sous les yeux impuissants des autorités. Ces groupes, sorte de classe populaire des gares routières, se livrent bataille à l'arme blanche pour la maîtrise d'un « territoire » afin d'imposer leur racket. Durant la crise post-électorale de 2010-2011, ils ont été nombreux à s'être engagés dans la guérilla urbaine d'Abidjan en soutenant les Forces républicaines de Côte d'Ivoire d'Alassane Ouattara face aux forces de Laurent Gbagbo. Ils mobilisent généralement ce capital guerrier dans leur défiance à l'égard de l'autorité d'Etat.

¹⁵⁸ Dans le domaine du vivrier, les prix des denrées ne cessent également de fluctuer. Le gouvernement accuse la spéculation et considère que la sécheresse est un facteur explicatif de cette montée des prix des produits dans les marchés. Pourtant, la réalité est que le gouvernement concède un faible investissement dans le secteur du vivrier en privilégiant les cultures d'exportation (café-cacao ; anacarde-coton) comme étant beaucoup plus porteuses de croissance économique. Outre la question du financement conséquent de ce secteur, il souffre d'un faible encadrement de l'Etat et subit généralement les rackets lors de l'acheminement des produits sur les marchés intérieurs. Voir Loukimane Camara, *op.cit.*, p. 184-185.

¹⁵⁹ Dans le domaine de l'éducation, les grèves n'en finissent pas (revendication du paiement de primes de recherche ou d'heures complémentaires des enseignants-chercheurs, amélioration des conditions de vie des étudiants, mobilisation des instituteurs contre les cours du mercredi, réforme de la retraite des fonctionnaires de Côte d'Ivoire).

¹⁶⁰ Au niveau de la santé, l'accès aux soins primaires reste encore un défi en dépit des efforts du gouvernement (mesures de gratuité ciblée par exemple). Après leur enrôlement, les populations attendent l'application effective de la Couverture Maladie Universelle (CMU).

¹⁶¹ Charles Tilly, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », Vingtième siècle, *Revue d'Histoire*, n° 4, 1984, p. 84-108. Michel Offerlé, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII^e-XXI^e siècles) », *Politix*, n° 81, 2008, p. 181-202. Vincent Bonnacase, « Politiques des prix, vie chère et contestation sociale à Niamey : quels répertoires locaux de la colère », *Politique africaine*, n° 130, 2013, p. 89-111.





¹⁶² Musique urbaine qui s'est développée dans les années 1990 et qui servait aux étudiants comme moyen de communication sur leurs conditions de vie difficiles dans les universités ivoiriennes. Voir à ce sujet par exemple, Yacouba Konaté, « Génération Zouglou », *Cahiers d'études africaines*, n° 168, XLII-4, 2002, p. 777-796. Ernest de Saint-Sauveur Foua, *Échos de la République du Zouglou*, t. 1, Abidjan, Balafons, 2011.

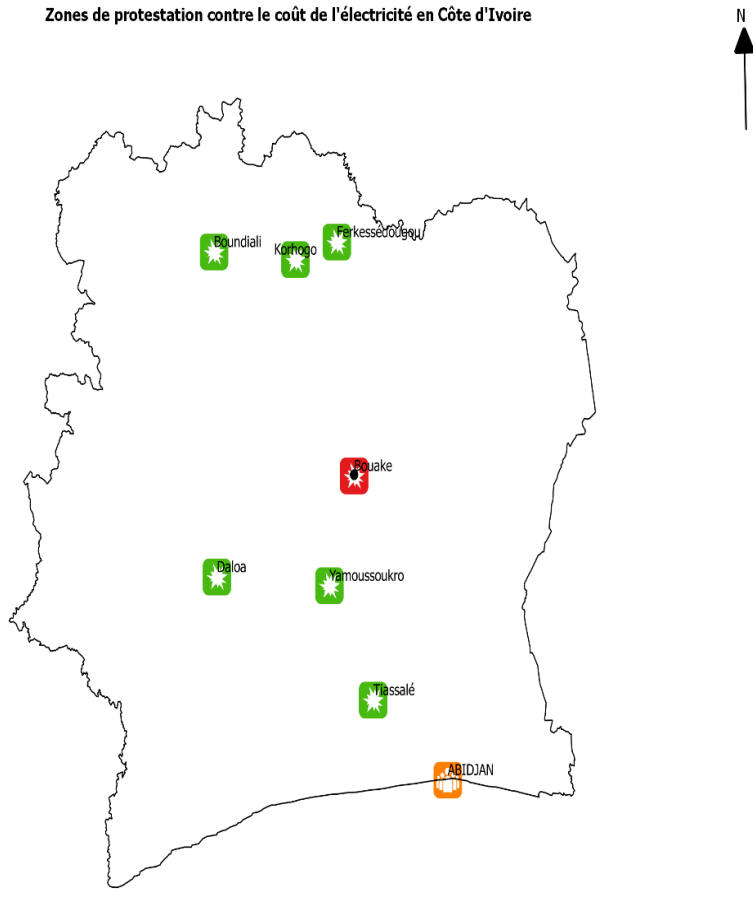
¹⁶³ Jean-François Bayart et Jean-Pierre Warnier (dir.), *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses*, Paris, Karthala, 2004.

trimestre 2017 le démontrent. Si pour les autorités actuelles, la planification du développement en vue de l'émergence à l'horizon 2020 demeure la solution sans faille aux problèmes sociaux, politiques et économiques du pays, pour une partie de la population – au moins celle qui ressent la pauvreté –, elle constitue plutôt une sorte d'écran de fumée qui empêche la satisfaction de leurs besoins primaires (consommation, santé et pouvoir d'achat). La réussite du « scénario du triomphe de l'éléphant » avec un taux de croissance de plus de 8 % depuis 2012 n'arrive pas à se constituer en une thérapie véritable pour le corps social ivoirien. Après un temps de patience, celui-ci s'est rebellé en 2016 à travers des manifestations contre l'augmentation du coût de l'électricité. La montée des inégalités socio-économiques, qui se fait par ailleurs en parallèle à la croissance économique, est constitutive d'un malaise social, faisant de l'émergence un terrain de luttes sociales et le lieu de nombreuses contradictions. Les imaginaires sociaux autour de l'Etat développeur, généreux et salvateur se superposent à la rationalité économique de l'Etat libéral et planificateur. Ce n'est pas un phénomène nouveau et la Côte d'Ivoire ne semble pas être une exception. L'émergence est productrice d'inégalités comme c'est le cas en Turquie, en Inde ou au Brésil. Cependant, la question est de savoir comment ces inégalités s'interprètent au regard des trajectoires historiques de l'économie et de la politique dans chaque pays. Dans le cas ivoirien, elles se comprennent à la fois comme le produit de la mise en œuvre de politiques libérales dans la longue durée, de crises politico-militaires successives, de choix effectués pour initier le processus de réconciliation et de choix macroéconomiques. Au demeurant, l'impatience face à la redistribution des fruits de la croissance en Côte d'Ivoire produit simultanément la mobilisation sociale et la banalisation du discours de l'émergence.

Zones de protestation contre le coût de l'électricité en Côte d'Ivoire

Légende

-  Zones d'étude
-  Villes de protestation contre la CIE
-  Zone d'explosion de la protestation
-  Présence de grogne



Réalisation: ZINA O. 2016